

Chambre des Représentants

SESSION 1983-1984

9 FÉVRIER 1984

PROJET DE LOI

relatif aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, chambres réunies, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, les 6 et 7 février 1984, d'une demande d'avis sur 28 amendements au projet de loi « relatif aux soldes et charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux », a donné le 8 février 1984 l'avis suivant :

OBSERVATIONS PREALABLES

I. Par lettre du 4 février 1984, entrée le 6 février 1984, le Président de la Chambre des Représentants demande, en application de l'article 2, § 2, des lois sur le Conseil d'Etat, l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat au sujet de 24 amendements d'initiative parlementaire au projet de loi relatif aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux. La liste de ces amendements, communiquée par le Président de la Chambre des Représentants, figure à l'annexe I du présent avis.

Par lettre du 6 février 1984, entrée le 7 février 1984, le Président de la Chambre des Représentants demande, en application cette fois de l'article 2, § 1^{er}, des lois précitées, l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat sur 4 autres amendements d'initiative parlementaire au susdit projet de loi. La liste de ces amendements, communiquée par le Président de la Chambre des Représentants, figure à l'annexe II du présent avis.

II. Etant donné que tous les avis concernant le projet de loi précité ont été émis par la section de législation, chambres réunies, le Président du Conseil d'Etat, agissant comme Premier Président, a décidé que les demandes d'avis précitées seraient également déferées aux chambres réunies de la section, en application de l'article 85bis des lois sur le Conseil d'Etat.

Voir :

834 (1983-1984) :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 : Décisions.
- N° 3 : Protocole.
- N°s 4 et 5 : Amendements.
- N° 6 : Avis du Conseil d'Etat.
- N°s 7 et 8 : Amendements.
- N° 9 : Avis des Exécutifs.
- N° 10 : Avis du Conseil d'Etat.
- N° 11 : Amendements.
- N° 12 : Rapport.
- N°s 13 à 16 : Amendements.

Annales de la Chambre :

2, 3 et 4 février 1984.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1983-1984

9 FEBRUARI 1984

WETSONTWERP

betreffende de saldi en de lasten van het verleden van de Gemeenschappen en de Gewesten en de nationale economische sectoren

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, verenigde kamers, de 6de en 7de februari 1984 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem van advies te dienen over 28 amendementen op een ontwerp van wet « betreffende de saldi en de lasten van het verleden van de Gemeenschappen en de Gewesten en de nationale economische sectoren », heeft de 8ste februari 1984 het volgende advies gegeven :

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

I. Bij brief van 4 februari 1984, toegekomen op 6 februari 1984, vraagt de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers met toepassing van artikel 2, § 2, van de wetten op de Raad van State, het advies van de Raad van State, afdeling wetgeving, over 24 parlementaire amendementen op het ontwerp van wet betreffende de saldi en de lasten van het verleden van de Gemeenschappen en de Gewesten en de nationale economische sectoren. De door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers medegedeelde lijst van die amendementen is als bijlage I gevoegd bij dit advies.

Bij brief van 6 februari 1984, toegekomen op 7 februari 1984, vraagt de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers ditmaal met toepassing van artikel 2, § 1, van voornoemde wetten het advies van de Raad van State, afdeling wetgeving, over nog 4 andere parlementaire amendementen op voornoemd ontwerp van wet. De door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers medegedeelde lijst van die amendementen, is als bijlage II gevoegd bij dit advies.

II. Aangezien alle adviezen betreffende het voornoemde ontwerp van wet werden uitgebracht door de afdeling wetgeving, verenigde kamers, heeft de Voorzitter van de Raad van State, optredend als Eerste Voorzitter, derhalve beslist de voornoemde adviesaanvragen eveneens te verwijzen naar de verenigde kamers van die afdeling, met toepassing van artikel 85bis van de wetten op de Raad van State.

Zie :

834 (1983-1984) :

- Nr 1 : Wetsontwerp.
- Nr 2 : Beslissingen.
- Nr 3 : Protocol.
- Nrs 4 en 5 : Amendementen.
- Nr 6 : Advies van de Raad van State.
- Nrs 7 en 8 : Amendementen.
- Nr 9 : Advies van de Executieven.
- Nr 10 : Advies van de Raad van State.
- Nr 11 : Amendementen.
- Nr 12 : Verslag.
- Nrs 13 tot 16 : Amendementen.

Handelingen van de Kamer :

2, 3 en 4 februari 1984.

III. Bon nombre des amendements soumis à l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, ne soulèvent que des questions de fond ou, en d'autres termes, d'opportunité politique, sur lesquelles il n'appartient pas au Conseil d'Etat de se prononcer.

Les observations qui vont suivre demeurent dans les limites de la compétence ainsi définie. L'absence de remarques sur les amendements indique procédé du seul souci de ne pas alourdir inutilement l'avis par la mention répétée que l'amendement examiné n'appelle pas d'observation. Il a paru utile de le préciser dès l'abord.

IV. L'article 6, § 1^{er}, VI, 4^e, deuxième partie, 1^{re}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles est ainsi conçu :

« Pour les secteurs où une politique sectorielle nationale est reconnue, toute règle est fixée et toute décision est prise par l'autorité nationale sur avis des Exécutifs.

« Sans préjudice de l'application des dispositions du § 5, troisième alinéa, du présent article, sont considérées comme secteurs relevant de la politique nationale, les secteurs suivants : les charbonnages, la construction et la réparation navales, l'industrie du verre creux d'emballage, l'industrie textile et la sidérurgie, y compris les transports de minerais et de coques. »

En prescrivant que les Exécutifs régionaux doivent être consultés sur « toute règle » et « toute décision » en matière de secteurs nationaux, le législateur spécial a posé en règle formelle et absolue que les Exécutifs soient toujours associés, par voie de consultation préalable, à l'élaboration des règles et des décisions qui ont trait à ces secteurs.

Cette règle formelle et absolue vaut également, entre autres, pour les amendements examinés, en tant qu'ils proposeraient des dispositions nouvelles par rapport à celles qui ont été précédemment soumises à l'avis des Exécutifs. Dans le délai extrêmement bref qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat n'a pu vérifier lesquels de ces amendements seraient nouveaux de ce point de vue.

Pour ce qui est de l'application de la règle visée ci-dessus, il convient d'observer enfin qu'il n'existe pas de disposition qui prévienne, notamment, par qui, dans quels cas et de quelle manière des amendements d'initiative parlementaire tels que ceux dont il s'agit en l'occurrence doivent être soumis à l'avis préalable des Exécutifs.

EXAMEN DES AMENDEMENTS

Amendement à l'article 1^{er}.

Cet amendement tend à exclure de l'ensemble des dettes et charges que le projet transfère aux Communautés et aux Régions les dettes et les charges qui découlent d'engagements contractés par l'autorité nationale avant le 1^{er} octobre 1980. La justification de l'amendement relève que « les Régions ne peuvent supporter les charges du passé en ce compris la mise en œuvre de garanties de l'Etat accordées antérieurement au 1^{er} octobre 1980, car il s'agit d'engagements de l'Etat, pris par des Ministres du Roi agissant en tant qu'organes du pouvoir central » et qu'il importe de ne pas perdre de vue que « jusqu'au 1^{er} octobre 1980, la Région n'existait pas comme entité dotée de la personnalité juridique (et) qu'il ne peut être remédié postérieurement à cet état de fait, la loi n'ayant pas d'effet rétroactif ».

Les dispositions de l'article 1^{er} du projet font partie d'un ensemble de règles dont l'objet principal est, d'une part, de définir les engagements contractés dans le passé et dont la charge est imputée selon le cas soit respectivement aux Régions, ou aux Communautés, en conformité avec les dispositions de la Constitution et de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, soit à l'Etat, et, d'autre part, de déterminer les moyens qui permettront de supporter les dettes et les charges ainsi transférées et d'arrêter les règles selon lesquelles ces transferts auront lieu.

Ces dispositions en projet procèdent de la même conception de la compétence du législateur national que celle qui est à la base des dispositions financières de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles. Le fait que les Régions et les Communautés n'étaient pas encore dotées de la personnalité juridique au moment où les engagements ont été contractés, n'ajoute ni n'enlève rien à la compétence du législateur, à la condition, bien entendu, que les engagements visés puissent être suffisamment identifiés et localisés dans l'une ou l'autre Région ou Communauté et qu'ils se rapportent à une compétence transférée aux Régions ou aux Communautés par la Constitution ou par la loi spéciale du 8 août 1980.

On sait que, si les compétences *ratione materiae* des Régions et des Communautés sont définies dans la Constitution et dans la loi spéciale du 8 août 1980, le système de financement des nouvelles entités politiques n'a été réglé que très sommairement par la Constitution, à savoir par une révision de ses articles 110, 111 et 113, selon lesquels les Régions et les Communautés disposent d'un pouvoir fiscal direct propre. Pour le surplus, les ressources financières des Régions et des Communautés sont fixées par le législateur national, qui, comme la loi ordinaire du 9 août 1980 en est l'exemple, peut décider à la majorité simple. Aucune disposition de la Constitution n'interdit au législateur de limiter par une loi ordinaire les ressources financières en fonction des charges nées à une époque où

III. Bij een groot aantal van de amendementen die aan de Raad van State, afdeling wetgeving, voor advies zijn voorgelegd, rijzen alleen problemen die de grond van de zaak betreffen, met andere woorden beleidsproblemen, waarover de Raad van State zich niet heeft uit te spreken.

De opmerkingen die hierna volgen, blijven binnen de grenzen van de aldus afgebakende bevoegdheid. Dat over de bedoelde amendementen geen opmerkingen zijn gemaakt, is alleen hierdoor te verklaren dat de Raad zijn advies niet modeloos heeft willen verzwaren door telkens te herhalen dat bij het onderzochte amendement geen opmerkingen zijn te maken. Het leek nuttig dit vooraf duidelijk te stellen.

IV. Artikel 6, § 1, VI, 4^e, tweede gedeelte, 1^e, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalt :

« Voor de sectoren waar een nationaal sectorieel beleid erkend is, wordt iedere regel vastgesteld en wordt iedere beslissing genomen door de nationale overheid, op advies van de Executieven.

« Onverminderd de toepassing van de bepalingen van § 5, derde lid, van dit artikel, worden de volgende sectoren erkend als sectoren die behoren tot het nationaal beleid : de steenkolenmijnen, de scheepsbouw en scheepsherstelling, de glasverpakkingsnijverheid, de textielnijverheid en de staalnijverheid, met inbegrip van het vervoer van erts en coques. »

Door voor te schrijven dat de Gewestelijke Executieven moeten worden geraadpleegd over « iedere regel » en « iedere beslissing » inzake nationale sectoren, heeft de bijzondere wetgever de uitdrukkelijke en absolute regel gesteld dat de Executieven altijd en bij wege van voorafgaand advies moeten betrokken worden bij de voorbereiding van regelen en beslissingen betreffende die sectoren.

Die uitdrukkelijke en absolute regel geldt ook en onder meer ten aanzien van de onderzochte amendementen in zover zij regelingen zouden voorstellen die nieuw zijn ten opzichte van die welke voorheen ter advies aan de Executieven werden voorgelegd. Ingevolge de opgelegde zeer korte termijn heeft de Raad van State niet kunnen onderzoeken welke amendementen in dit opzicht al dan niet nieuw zijn.

Wat betreft de toepassing van bovenbedoelde regel, dient ten slotte te worden opgemerkt dat er geen regeling bestaat die onder meer bepaalt door wie, wanneer en hoe parlementaire amendementen, zoals de onderhavige, aan het voorafgaand advies van de Executieven worden voorgelegd.

ONDERZOEK VAN DE AMENDEMENTEN

Amendement op artikel 1.

Het amendement strekt ertoe de schulden en lasten die resulteren uit verbintenissen welke door de nationale overheid vóór 1 oktober 1980 zijn aangegaan, te weren uit het pakket van schulden en lasten dat met het ontwerp aan de Gemeenschappen en de Gewesten wordt overgedragen. Volgens de verantwoording kunnen de Gewesten « de lasten van het verleden, met inbegrip van de toepassing van de vóór 1 oktober 1980 verleende staatswaarborgen, niet dragen, want het gaat om verbintenissen van de Staat die zijn aangegaan door Ministers van de Koning die als orgaan van het centraal gezag handelen » en mag men niet uit het oog verliezen dat het Gewest « tot 1 oktober 1980 niet als bestuurorgaan met rechtspersoonlijkheid bestond en dat achteraf aan die feitelijke toestand niets kan worden veranderd, aangezien de wet geen terugwerkende kracht heeft ».

Het bepaalde in artikel 1 van het ontwerp maakt deel uit van een geheel van voorzieningen waarin in hoofdzaak, eensdeels, de verbintenissen worden omschreven welke in het verleden zijn aangegaan waarvan de last al naar het geval hetzij aan de respectieve Gewesten en Gemeenschappen wordt toegewezen in aansluiting op de bepalingen van de Grondwet en de bijzondere wet van 8 augustus 1980 die de staatsvorming regelen, hetzij bij de Staat wordt gelaten, anderdeels, de middelen worden aangeduid waarmee de overgedragen schulden en lasten zullen worden gedragen en de regelen worden bepaald volgens welke die overdrachten zullen geschieden.

Die ontwerp-bepalingen gaan uit van een zelfde inzicht in bevoegdheid van de nationale wetgever als dat waarop de financiële bepalingen van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen zijn opgebouwd. Dat ten tijde waarop die verbintenissen zijn ontstaan, de Gewesten en de Gemeenschappen nog niet met rechtspersoonlijkheid waren bekleed, voegt niets toe of doet niets af aan 's wetgevers bevoegdheid, op voorwaarde uiteraard dat de bedoelde verbintenissen al naar het betrokken Gewest of de betrokken Gemeenschap voldoende identificeerbaar en localiseerbaar zijn en betrekking hebben op een bevoegdheid welke door de Grondwet of door de bijzondere wet van 8 augustus 1980 aan de Gewesten of de Gemeenschappen is overgedragen.

Men weet dat, zo de bevoegdheid *ratione materiae* van de Gewesten en de Gemeenschappen bepaald zijn in de Grondwet en in de bijzondere wet van 8 augustus 1980, het financieringsstelsel van de nieuwe politieke entiteiten slechts in een zeer beperkte mate door de Grondwet is geregeld, met name door een herziening van de artikelen 110, 111 en 113 van de Grondwet, naar luid waarvan de Gewesten en de Gemeenschappen over een eigen en directe fiscale macht beschikken. Voor het overige worden de financiële middelen van de Gewesten en de Gemeenschappen bepaald door de nationale wetgever die, zoals met de gewone wet van 9 augustus 1980 is aangetoond, bij gewone meerderheid kan beslissen. Geen grondwetsbepaling verbiedt aan de wetgever om bij een

les Régions et les Communautés n'avaient pas encore la personnalité juridique, dans la mesure tout au moins où il s'agit de ressources financières qui se rapportent à une matière que la Constitution ou la loi spéciale du 8 août 1980 a attribuée aux Régions et aux Communautés.

Quant à savoir dans quelle mesure il convient de transférer ces charges aux Régions et aux Communautés ou dans quelle mesure il convient de déroger aux lois sur la comptabilité de l'Etat, c'est là une question d'opportunité politique, à l'égard de laquelle le Conseil d'Etat, section de législation, n'a aucune compétence d'avis.

Une observation analogue s'applique aux amendements qui invoquent la même justification, à savoir les amendements aux articles 2 et 3 et les amendements qui tendent à supprimer les articles 5 et 6 du projet.

Amendement à l'article 2.

Un amendement à l'article 2 tend à modifier l'article 2, § 3, du projet de telle sorte que l'avis de l'Exécutif régional wallon et de l'Exécutif flamand, prévu par cette disposition soit remplacé par l'accord, selon le cas, de l'Exécutif régional wallon ou de l'Exécutif flamand. Il convient de signaler au passage que le texte français de l'amendement mentionne un accord, le texte néerlandais un avis. C'est sans doute l'accord qui est visé.

Certains des amendements soumis au Conseil d'Etat ayant une portée identique ou similaire, il peut être utile d'aborder d'un point de vue général la question de droit qui se pose ainsi.

Lorsque l'organisation de la coopération entre l'Etat, les Régions et les Communautés concerne la manière dont ceux-ci exercent leurs compétences respectives, telles qu'elles sont définies dans la Constitution ou dans la loi spéciale du 8 août 1980, et qu'elle entraîne pour les uns ou les autres des droits ou des obligations, il a été admis dès le début de la réforme des institutions que les règles relatives à cet objet relèvent de la détermination des compétences respectives, détermination qui est soumise à la condition de la majorité spéciale prévue par l'article 107^{quater} de la Constitution. Les normes de coopération visées ont ainsi été fixées par la loi spéciale du 8 août 1980. Une loi ordinaire, un arrêté d'exécution d'une loi ordinaire ou une décision prise en vertu d'une loi ordinaire ne peuvent déroger à ces règles de la loi spéciale ni y ajouter quoi que ce soit.

Lorsque, en revanche, la coopération envisagée se situe dans le cadre des règles financières qui relèvent de la compétence du législateur ordinaire (voir notamment les articles 8 et 9, § 2, de la loi ordinaire du 9 août 1980), il appartient à celui-ci d'apprécier si la prise de tel ou tel arrêté ou de telle ou telle décision par l'autorité nationale doit être précédée d'une consultation ou d'un accord de la Région ou de la Communauté concernée. Il s'ensuit que la question de savoir si, comme le veut l'amendement, un accord doit être substitué à l'avis prévu par l'article 2, § 3, du projet, est une question d'ordre politique à l'égard de laquelle le Conseil d'Etat, section de législation, n'a aucune compétence d'avis. On relèvera toutefois que, si l'on soumet un arrêté ou une décision de l'autorité nationale à l'accord préalable d'un organe de la Région ou de la Communauté, il importe de prévoir des règles qui permettent, en cas de conflit persistant, d'aboutir à une solution.

Cette observation vaut également pour les amendements à l'article 3, § 4, à l'article 4, à l'article 10 (B 1 et 2) et à l'article 11 (B), ainsi que pour l'insertion d'un article 13bis.

Amendement à l'article 7 et insertion d'un article 7bis et d'un article 7ter.

L'article 7 du projet dispose d'une façon très sommaire que le solde du produit des droits de succession, visés à l'article 6, est affecté, après application de cet article, à la section particulière du budget du Ministère des Affaires économiques.

Les amendements (*Doc. n° 8, I, et 13, I*) visent manifestement à réaliser un ensemble cohérent de règles obligatoires auxquelles le Gouvernement devrait se conformer pour liquider par la voie budgétaire, comme l'article 7 précité le prévoit, les soldes visés à l'article 6.

Ici encore, il s'agit d'une question d'ordre politique à l'égard de laquelle le Conseil d'Etat, section de législation, n'a pas de compétence d'avis.

Amendements à l'article 10.

A. Un amendement (*Doc. parl. n° 8, I*) tend en ordre subsidiaire à imposer au Gouvernement l'obligation de soumettre à l'avis des Exécutifs régionaux tout arrêté royal pris en exécution de l'article 10, § 1^{er}, deuxième alinéa, et § 2.

La matière réglée à l'article 10 ayant trait aux secteurs économiques nationaux, cette obligation existe d'ores et déjà en vertu de l'article 6, § 1^{er}, VI, 4^o, deuxième partie, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Il n'est pas indiqué de répéter dans une loi ordinaire une règle portée par la loi spéciale.

La même observation vaut pour l'amendement à l'article 11 (*Doc. n° 8, I*).

gewone wet de financiële middelen te beperken volgens de lasten die zijn ontstaan vooraleer de Gewesten en de Gemeenschappen met rechtspersoonlijkheid werden bekleed, althans in zoverre het gaat om financiële middelen die betrekking hebben op een aangelegenheid die door de Grondwet of de bijzondere wet van 8 augustus 1980 aan de Gewesten en de Gemeenschappen is toebedeeld.

In welke mate die lasten aan de Gewesten en de Gemeenschappen worden overgedragen of in welke mate van 's Rijks comptabiliteitswetten wordt afgeweken, is een beleidsvraag waaromtrent de Raad van State, afdeling wetgeving, geen adviesbevoegdheid heeft.

Deze opmerking is van overeenkomstige toepassing op de amendementen die van een zelfde verantwoording uitgaan, met name de amendementen op de artikelen 2 en 3 en de amendementen die strekken tot een opheffing van de artikelen 5 en 6 van het ontwerp.

Amendement op artikel 2.

Een amendement op artikel 2 strekt ertoe artikel 2, § 3, van het ontwerp zo te wijzigen dat het erin voorziene advies van de Vlaamse Executieve en van de Waalse Gewestexecutieve vervangen wordt door het akkoord van al naar het geval de Vlaamse Executieve of de Waalse Gewestexecutieve. Terloops mag erop gewezen worden dat in de Franse tekst sprake is van akkoord, in de Nederlandse tekst van het amendement van advies. Blijkbaar is hier een akkoord bedoeld.

Omdat een aantal amendementen een zelfde of een vergelijkbare strekking hebben, kan het nuttig zijn de gestelde rechtsvraag in het algemeen te benaderen.

Wanneer het inrichten van de samenwerking tussen de Staat, de Gewesten en de Gemeenschappen onderling de wijze betreft waarop deze hun respectieve bevoegdheid uitoefenen, zoals die in de Grondwet of in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 is bepaald, en wanneer die inrichting van samenwerking voor de ene of de andere rechten of verplichtingen meebrengt, dan is van in den beginne van de staatshervorming aangenomen dat de desbetreffende regelen behoren tot het vaststellen van de betrokken respectieve beoogdheden waarop het in artikel 107^{quater} van de Grondwet opgelegde meerderheidsvereiste van toepassing is. De bedoelde vormen van samenwerking zijn aldus vastgelegd in de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Bij een gewone wet of bij een krachtens een gewone wet genomen uitvoeringsbesluit of beslissing kan van die regelen van de bijzondere wet niet worden afgeweken, noch eraan iets worden toegevoegd.

Wanneer integendeel de beoogde samenwerking zich situeert in het raam van de financiële regeling waarvoor de gewone wetgever bevoegd is (zie onder meer de artikelen 8 en 9, § 2, van de gewone wet van 9 augustus 1980), dan is het zaak van die gewone wetgever te oordelen of het vaststellen van een bepaald besluit of het nemen van een bepaalde beslissing door de nationale overheid dient te worden voorafgegaan door een raadpleging of een akkoord van het betrokken Gewest of de betrokken Gemeenschap. Of, zoals in het amendement is voorgesteld, het in artikel 2, § 3, van het ontwerp bedoelde advies dient vervangen te worden door een akkoord, is bijgevolg een zaak van beleid waaromtrent de Raad van State, afdeling wetgeving, geen adviesbevoegdheid heeft. Wel mag erop worden gewezen dat, indien men een besluit of een beslissing van de nationale overheid afhankelijk stelt van een voorafgaand akkoord van een gewest- of een gemeenschapsorgaan, men in regelen dient te voorzien die toelaten ingeval van blijvend geschil tot een oplossing te komen.

Deze opmerking geldt ook voor de amendementen op artikel 3, § 4, artikel 4, artikel 10 (B 1 en 2) en artikel 11 (B) en voor de invoeging van een artikel 13bis.

Amendement op artikel 7 en invoeging van een artikel 7bis en 7ter.

Artikel 7 van het ontwerp stelt op een zeer summiere wijze dat het saldo van de opbrengst van het in artikel 6 bedoelde successierecht, na toepassing van dat artikel, wordt toegewezen aan de afzonderlijke sectie van de begroting van het Ministerie van Economische Zaken.

De amendementen (*Gedr. St. nrs 8, I, en 13, I*) strekken kennelijk ertoe een sluitend geheel van bindende regelen vast te stellen welke door de Regering zouden moeten worden gevolgd bij de in het aangehaalde artikel 7 aangekondigde budgettaire afwikkeling van de in artikel 6 bedoelde saldi.

Ook dit is een beleidsvraag waaromtrent de Raad van State, afdeling wetgeving, geen adviesbevoegdheid heeft.

Amendementen op artikel 10.

A. Een amendement in bijkomende orde (*Gedr. St. nr 8, I*) strekt ertoe aan de Regering de verplichting op te leggen om elk koninklijk besluit genomen ter uitvoering van artikel 10, §§ 1, tweede lid, en 2, voor advies aan de Gewestexecutieven voor te leggen.

Omdat de in artikel 10 geregelde aangelegenheid betrekking heeft op de nationale economische sectoren, bestaat die verplichting reeds krachtens artikel 6, § 1, VI, 4^o, tweede gedeelte, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Het is niet geraden een in de bijzondere wet vastgestelde regel in een gewone wet te herhalen.

Dezelfde opmerking geldt voor het amendement op artikel 11 (*Gedr. St. nr 8, I*).

B. Un autre amendement (*Doc. parl.* n° 13, II) tend en ordre subsidiaire à faire établir par la loi que le privilège spécial n'est en aucun cas « soumis aux règles de droit privé en matière d'exécution ». L'intention des auteurs de l'amendement, telle qu'elle ressort de la justification de celui-ci, est d'empêcher que les arrêtés royaux pris sur la base de l'habilitation spéciale. Donnée au Roi par l'article 10, § 2, ne dérogent à cette règle.

Les auteurs de l'amendement semblent donc partir du point de vue que les biens sur lesquels le privilège spécial pourrait s'exercer ne sont pas susceptibles d'exécution forcée.

Cette manière de voir est inconciliable avec la thèse du Gouvernement telle qu'elle a été exposée par le Ministre des Affaires économiques et par le Ministre de la Justice au cours des discussions en Commission de la Révision de la Constitution et de la Réforme des Institutions (*Doc. parl.* n° 12, pp. 107, 108 et 109), thèse qui est fondée sur la nature même du privilège.

C. Un autre amendement tend à compléter l'article 10 par un § 4 aux termes duquel la Commission bancaire fixe par organisme de crédit le montant de la provision que les créanciers doivent constituer pour couvrir le risque inhérent à l'octroi de crédits aux sociétés anonymes à créer par la S.N.S.N.

Dans la mesure où cette disposition ajoute à la réglementation relative aux attributions de la Commission bancaire, il appartient au législateur d'en apprécier l'opportunité.

Insertion d'un article 12bis.

L'amendement tend, d'une part, à rendre obligatoire l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, sur tous les arrêtés royaux, de caractère réglementaire ou non, qui seraient pris en exécution de l'article 10, §§ 1^{er} et 2; d'autre part, à abroger ces arrêtés le 31 juillet 1984 s'ils n'ont pas été confirmés par la loi avant cette date.

Dans la mesure où il s'agit de projets d'arrêtés réglementaires, la nouvelle disposition répète l'obligation prévue par l'article 3, § 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, à cette différence près que le Gouvernement se verrait privé de la possibilité d'invoquer l'urgence pour se dispenser de la formalité de la consultation.

S'il entrait dans l'intention des auteurs de l'amendement de faire également soumettre au Conseil d'Etat, section de législation, les projets d'arrêtés non réglementaires, ce serait là une innovation qui, en ce qu'elle obligerait le Conseil d'Etat, section de législation, à s'immiscer dans l'administration active, serait inconciliable avec la mission de cette section.

Question d'ordre politique aussi que celle de savoir si tous les arrêtés d'exécution de l'article 10, §§ 1^{er} et 2, doivent être confirmés par la loi.

Les chambres réunies étaient composées de
MM. :

H. ADRIAENS, *président*;
P. TAPIE, *président de chambre*;
H. COREMANS,
Ch. HUBERLANT,
Gh. TACQ,
P. FINCÉUR, *conseillers d'Etat*;
P. DE VISSCHER,
F. RIGAUX,
F. DE KEMPENEER,
J. GIJSSELS, *assesseurs de la section de législation*;

M^{mes} :

M. BENARD,
M. VAN GERREWEY, *greffiers*.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de MM. P. TAPIE et Gh. TACQ.

Les rapports ont été présentés par MM. P. DE WOLF et J. REGNIER, auditeurs adjoints.

Le Greffier,
(s.) M. BENARD.

Le Président,
(s.) H. ADRIAENS.

B. Een ander amendement in bijkomende orde (*Gedr. St. nr. 13, II*) strekt ertoe bij wet te doen vaststellen dat het bijzonder voorrecht in geen geval « onderworpen is aan de privaatrechtelijke regelen inzake executie ». De bedoeling is, zo mag uit de verantwoording blijken, te voorkomen dat in de koninklijke besluiten vastgesteld op grond van de bijzondere machtiging die bij artikel 10, § 2, aan de Koning wordt toegekend, van die regel zou worden afgeweken.

De auteurs van het amendement blijken ervan uit te gaan dat de goederen waarop het bijzonder voorrecht zal kunnen worden uitgeoefend, niet vatbaar kunnen zijn voor gedwongen tenuitvoerlegging.

Die opvatting is niet overeen te brengen met de opvatting van de Regering zoals die werd uiteengezet door de Minister van Economische Zaken en de Minister van Justitie tijdens de besprekingen in de Commissie voor de Herziening van de Grondwet en voor de Institutionele Hervormingen (*Gedr. St. nr. 12, blz. 107, 108 en 109*) en die steunt op de aard zelf van het voorrecht.

C. Een ander amendement strekt ertoe in artikel 10 een § 4 op te nemen naar luid waarvan de Bankcommissie per kredietinstelling het bedrag bepaalt van de voorziening die de kredietverschaffers moeten aanleggen ter dekking van het risico van de kredietverlening aan de door de N.M.N.S. op te richten naamloze vennootschappen.

In zover die bepaling iets toevoegt aan de bestaande reglementering betreffende de bevoegdheid van de Bankcommissie, staat het aan de wetgever te oordelen of zulks wenselijk is.

Invoeging van een artikel 12bis.

Het amendement strekt ertoe eensdeels alle ontwerpen van koninklijk besluit, reglementair of niet, genomen ter uitvoering van artikel 10, §§ 1 en 2, aan het verplicht advies van de Raad van State, afdeling wetgeving, voor te leggen, anderdeels die besluiten op te heffen op 31 juli 1984 indien ze vóór die datum niet door de wet zijn bekrachtigd.

In zover het gaat om ontwerpen van reglementaire besluiten betekent de nieuwe bepaling een herhaling van de verplichting ingeschreven in artikel 3, § 1, van de wetten op de Raad van State, met dit verschil dat aan de Regering de mogelijkheid zou worden ontnomen zich op de hoogdringendheid te beroepen om aan het raadplegingsvereiste voorbij te gaan.

Mocht het de bedoeling van de auteurs van het amendement zijn ook ontwerpen van niet-reglementaire besluiten aan de Raad van State, afdeling wetgeving, te doen voorleggen, dan zou dit een nieuwigheid zijn die, doordat zij de Raad van State, afdeling wetgeving, zou verplichten zich in het beleid te mengen, niet in overeenstemming te brengen is met de taak welke die van deze afdeling is.

Of alle koninklijke uitvoeringsbesluiten van artikel 10, §§ 1 en 2, bij wet behoeven te worden bekrachtigd, is eveneens een beleidsvraag.

De verenigde kamers waren samengesteld uit
de HH. :

H. ADRIAENS, *voorzitter*;
P. TAPIE, *kamervoorzitter*;
H. COREMANS,
Ch. HUBERLANT,
Gh. TACQ,
P. FINCÉUR, *staatsraden*;
P. DE VISSCHER,
F. RIGAUX,
F. DE KEMPENEER,
J. GIJSSELS, *assessoren van de afdeling wetgeving*;

Mevr. :

M. BENARD,
M. VAN GERREWEY, *griffiers*.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heren P. TAPIE en Gh. TACQ.

De verslagen werden uitgebracht door de heren P. DE WOLF en J. REGNIER, adjunct-auditeurs.

De Griffier,
(get.) M. BENARD.

De Voorzitter,
(get.) H. ADRIAENS.

ANNEXE I

AVIS DEMANDE AU CONSEIL D'ETAT
SUR LES AMENDEMENTS CI-APRES

- Article 1^{er}. — 1. MM. Van der Biest, Collignon et Cools, *Doc.* n° 834/7, I, p. 1.
- Art. 2. — 2. MM. Van der Biest, Collignon et Cools, *Doc.* n° 834/7, I, p. 2.
3. MM. Van der Biest et Busquin, *Doc.* n° 834/8, II, p. 4.
- Art. 3. — 4. MM. Van der Biest, Collignon et Cools, *Doc.* n° 834/7, I, p. 2.
5. MM. Van der Biest et Busquin, *Doc.* n° 834/8, II, p. 5.
- Art. 4. — 6. MM. Collignon et Van der Biest, *Doc.* n° 834/8, III, p. 5 et 6.
7. M. De Batselier, *Doc.* n° 834/8, I, p. 1.
- Art. 5. — 8. MM. Van der Biest, Collignon et Cools, *Doc.* n° 834/7, I, p. 2.
- Art. 6. — 9. MM. Van der Biest, Collignon et Cools, *Doc.* n° 834/7, I, p. 2.
- Art. 7. — 10. MM. Van der Biest, Collignon et Cools, *Doc.* n° 834/7, I, p. 2.
11. M. De Batselier, *Doc.* n° 834/8, I, p. 1.
- Art. 7bis (nouveau). — 12. M. De Batselier, *Doc.* n° 834/8, I, p. 1.
- Art. 8. — 13. M. Moureaux, *Doc.* n° 834/7, II, p. 4.
14. M. Outers, *Doc.* n° 834/14.
- Art. 9. — 15. MM. Van der Biest, Collignon et Cools, *Doc.* n° 834/7, I, p. 3.
- Art. 10. — 16. MM. Van der Biest, Collignon et Cools, *Doc.* n° 834/7, I, p. 2.
17. M. De Batselier, *Doc.* n° 834/8, I, p. 3.
- Art. 11. — 18. MM. Van der Biest, Collignon et Cools, *Doc.* n° 834/7, I, p. 2.
19. M. De Batselier, *Doc.* n° 834/8, I, p. 3.
- Art. 12bis (nouveau). — 20. M. De Batselier, *Doc.* n° 834/8, I, p. 4.
- Art. 13. — 21. MM. Van der Biest, Collignon et Cools, *Doc.* n° 834/7, I, p. 2.
- Art. 13bis (nouveau). — 22. MM. De Batselier, Tobback, c.s. *Doc.* n° 834/8, VII, p. 8.
- Art. 14. — 23. MM. Van der Biest, Collignon et Cools, *Doc.* n° 834/7, I, p. 3.
- Art. 15 (nouveau). — 24. MM. Van der Biest, Collignon et Cools, *Doc.* n° 834/7, I, p. 3.

ANNEXE II

AVIS DEMANDE AU CONSEIL D'ETAT
SUR LES AMENDEMENTS CI-APRES

Série complémentaire

- Art. 7. — 25. MM. Van den Bossche et De Batselier, *Doc.* n° 834/13, II, p. 2.
- Art. 7bis (nouveau). — 26. MM. Van den Bossche et De Batselier, *Doc.* n° 834/13, II, p. 2.
- Art. 7ter (nouveau). — 27. MM. Van den Bossche et De Batselier, *Doc.* n° 834/13, II, p. 3.
- Art. 10. — 28. MM. Van den Bossche et De Batselier, *Doc.* n° 834/13, II, pp. 3 à 5.

BIJLAGE I

ADVIES GEVRAAGD AAN DE RAAD VAN STATE
OVER DE VOLGENDE AMENDEMENTEN

- Artikel 1. — 1. De heren Van der Biest, Collignon en Cools, *Stuk* nr 834/7, I, blz. 1.
- Art. 2. — 2. De heren Van der Biest, Collignon en Cools, *Stuk* nr 834/7, I, blz. 2.
3. De heren Van der Biest en Busquin, *Stuk* nr 834/8, II, blz. 4.
- Art. 3. — 4. De heren Van der Biest, Collignon en Cools, *Stuk* nr 834/7, I, blz. 2.
5. De heren Van der Biest en Busquin, *Stuk* nr 834/8, II, blz. 5.
- Art. 4. — 6. De heren Collignon en Van der Biest, *Stuk* nr 834/8, III, blz. 5 et 6.
7. De heer De Batselier, *Stuk* nr 834/8, I, blz. 1.
- Art. 5. — 8. De heren Van der Biest, Collignon en Cools, *Stuk* nr 834/7, I, blz. 2.
- Art. 6. — 9. De heren Van der Biest, Collignon en Cools, *Stuk* nr 834/7, I, blz. 2.
- Art. 7. — 10. De heren Van der Biest, Collignon en Cools, *Stuk* nr 834/7, I, blz. 2.
11. De heer De Batselier, *Stuk* nr 834/8, I, blz. 1.
- Art. 7bis (nieuw). — 12. De heer De Batselier, *Stuk* nr 834/8, I, blz. 1.
- Art. 8. — 13. De heer Moureaux, *Stuk* nr 834/7, II, blz. 4.
14. De heer Outers, *Stuk* nr 834/14.
- Art. 9. — 15. De heren Van der Biest, Collignon en Cools, *Stuk* nr 834/7, I, blz. 3.
- Art. 10. — 16. De heren Van der Biest, Collignon en Cools, *Stuk* nr 834/7, I, blz. 2.
17. De heer De Batselier, *Stuk* nr 834/8, I, blz. 3.
- Art. 11. — 18. De heren Van der Biest, Collignon en Cools, *Stuk* nr 834/7, I, blz. 3.
19. De heer De Batselier, *Stuk* nr 834/8, I, blz. 3.
- Art. 12bis (nieuw). — 20. De heer De Batselier, *Stuk* nr 834/8, I, blz. 4.
- Art. 13. — 21. De heren Van der Biest, Collignon en Cools, *Stuk* nr 834/7, I, blz. 2.
- Art. 13bis (nieuw). — 22. De heren De Batselier en Tobback c.s. *Stuk* nr 834/8, VII, blz. 8.
- Art. 14. — 23. De heren Van der Biest, Collignon en Cools, *Stuk* nr 834/7, I, blz. 3.
- Art. 15 (nieuw). — 24. De heren Van der Biest, Collignon en Cools, *Stuk* nr 834/7, I, blz. 3.

BIJLAGE II

ADVIES GEVRAAGD AAN DE RAAD VAN STATE
OVER DE VOLGENDE AMENDEMENTEN

Aanvullende reeks

- Art. 7. — 25. De heren Van den Bossche en De Batselier, *Stuk* nr 834/13, II, blz. 2.
- Art. 7bis (nieuw). — 26. De heren Van den Bossche en De Batselier, *Stuk* nr 834/13, II, blz. 2.
- Art. 7ter (nieuw). — 27. De heren Van den Bossche et De Batselier, *Stuk* nr 834/13, II, blz. 3.
- Art. 10. — 28. De heren Van den Bossche et De Batselier, *Stuk* nr 834/13, II, blz. 3 tot 5.